



KINGDOM OF BELGIUM

Intervention of

Security Council Open Debate on Climate and Security

New York, 23/2/2021

KINGDOM OF BELGIUM

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous remercions le Royaume-Uni pour l'initiative de la réunion d'aujourd'hui et nous nous associons à l'intervention du Groupe des Amis du « Climat et sécurité ».

Monsieur le Président,

Nous partageons la position de la grande majorité des membres du Conseil de sécurité qui exige **un rôle plus actif de ce Conseil** pour faire face aux risques de sécurité liés au climat. C'est la seule institution des Nations Unies qui a pour mandat de maintenir la paix et la sécurité internationales. Il doit s'acquitter de ce mandat.

Le changement climatique **ne respecte pas les frontières nationales**, pas plus que les événements météorologiques plus fréquents et extrêmes qu'il provoque. Sécheresses, insécurité alimentaire, déplacements de population, perte de biodiversité, fonte des calottes polaires... tout cela augmente déjà les tensions sociales et politiques. La pandémie du COVID-19 montre à quel point les défis mondiaux nécessitent des réponses mondiales, y compris de la part du Conseil de sécurité.

La Belgique voit **trois actions prioritaires** pour le Conseil de sécurité en matière de climat et de sécurité: (1) intégrer le risque climatique dans son agenda; (2) une institutionnalisation renforcée; et (3) demander un rapport régulier du Secrétaire général pour améliorer notre base d'information.

D'abord sur **l'intégration**, une priorité clé de la Belgique au cours de notre récent mandat. Le Conseil de sécurité a de plus en plus reconnu l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité internationales. En conséquence, il a progressivement mandaté les missions de l'ONU pour prendre en compte les risques de sécurité liés au climat et pour soutenir les gouvernements partenaires dans leur gestion des risques. Actuellement, 13 résolutions du Conseil peuvent être considérées comme sensibles au climat. Nous encourageons le Conseil à continuer sur cette voie et nous espérons que les rapports onusiens réguliers au niveau des pays seront sensibles au climat. De plus, les missions des Nations Unies devraient disposer de capacités dédiées, à la fois en termes de personnel et de formation pour s'acquitter de ces mandats.

Deuxièmement, nous nous félicitons de la poursuite de **l'institutionnalisation** de ce sujet au sein du Conseil grâce au lancement récent du Groupe d'experts informel. Cela permettra aux membres d'évaluer plus systématiquement l'importance des risques de sécurité liés au climat par pays et par région. Une résolution thématique sur le climat et la sécurité est nécessaire de toute urgence afin de fournir une base juridique plus solide à l'engagement du Conseil. L'ONU a également besoin d'un «centre d'échange institutionnel » qui mobilise l'expertise existante et la met à la disposition du Conseil de sécurité. Nous soutenons fermement le mécanisme de sécurité climatique à cet égard et avons contribué à son renforcement.

Troisièmement, nous réitérons notre demande de longue date d'un **rapport régulier du Secrétaire général**. Cela devrait évaluer les implications du changement climatique sur la paix et la sécurité dans le monde et nous permettre de nous concentrer sur les pays et les régions les plus touchés. Il devrait inclure une évaluation sensible au genre, des indicateurs d'alerte précoce et des prévisions des risques de sécurité liés au climat, ainsi que des recommandations concrètes pour l'action des organes des Nations Unies pour faire face à ces risques.

Monsieur le Président,

Au-delà du mandat de ce Conseil, la communauté mondiale doit se mobiliser en matière **d'action climatique**. Les Plans nationaux d'adaptation doivent intégrer les risques de sécurité. Les contributions déterminées au niveau national doivent refléter le niveau d'ambition nécessaire pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 ° C conformément à l'Accord de Paris. Et il en faut beaucoup plus en termes de financement climatique.

Depuis 2013, la Belgique a dépensé plus de **700 millions d'euros** pour soutenir l'action climatique dans les pays du Sud. Nous avons doublé notre contribution au Fonds vert pour le climat et nous nous engageons à accroître considérablement notre financement climatique dans les années à venir en nous concentrant sur l'adaptation et les pays les moins avancés. Notre objectif est d'atteindre 100 millions d'euros par an.

Le changement climatique est là, maintenant, et aucun pays ne peut y faire face seul. Nous devons **renforcer les partenariats** entre l'ONU et les acteurs régionaux tels que l'Union africaine, l'Union européenne et l'OTAN.

Monsieur le Président,

Les générations actuelles et futures comptent sur nous pour une action forte et concertée. Ne les abandonnons pas.

Je vous remercie.